

Le 11-11-11 ou le début du Siècle du Logiciel Libre

Le 11 novembre nous est une date bien connue parce qu'elle marque la [fin de la Première Guerre mondiale](#).



Mais cette année, dans un format de date à 6 chiffres, elle s'écrira... **11-11-11**, à savoir une magnifique et parfaite date [binaire](#)^[1] !

Sans avoir beaucoup plus d'informations sur l'initiative, des internautes hispanophones libristes se proposent malicieusement de marquer le coup comme il se doit (à 11h11 si possible).

Nous leur avons emboîté le pas en traduisant l'appel [glané](#) sur le Web grâce à notre petite mais active section espagnole de Framalang (merci à Thibz et TV).

« Un autre logiciel est possible et il se trouve être Libre »

À propos du 11-11-11

[Sobre el 11-11-11](#)

Bonjour à toutes et à tous de la communauté du Logiciel Libre.

Un groupe de personnes et d'organisations de différents pays est en train de se former pour organiser une célébration le vendredi 11 novembre 2011.

En effet la date de ce jour (11/11/11) sera la **dernière date**

binaire qu'il y aura avant longtemps, la prochaine date du même genre sera le 01/01/00 (ou 010100) en 2100.

Pour faire honneur à cette date clin d'œil du calendrier, nous avons décidé de nous réunir ce jour-là, non pas pour célébrer cette « dernière » date binaire, mais bien au contraire pour profiter de cette excuse numérique afin de célébrer « le début du siècle du Logiciel Libre ».

S'il s'agit bien d'une célébration symbolique, nous ne pouvons manquer cette occasion de partager ce moment sans doute unique dans nos vies. Un moment que l'on pourrait mettre à profit pour dynamiser le mouvement du Libre et chercher des points communs et d'appui entre les différentes communautés pour stimuler et développer les initiatives, diffuser les progrès et joindre nos efforts autour du Logiciel Libre, expression d'une culture solidaire, libératrice et engagée dans la défense des valeurs éthiques et des libertés fondamentales de la technologie, comme par exemple le droit pour toutes et tous à l'accès au savoir, la solidarité sociale et le principe fondamental de pouvoir partager.

Ce jour-là nous nous réunirons en groupes de personnes de différentes communautés dans différentes parties du monde pour célébrer le début du siècle du Logiciel Libre. Aujourd'hui (et depuis un certain temps déjà) on peut utiliser des distributions GNU/Linux sans composants privatifs pour nos tâches informatiques quotidiennes (à quelques exceptions près). Et avec l'aide de toutes et tous nous arriverons un jour à éliminer de notre société les systèmes de dépendance et de domination dont elle n'a pas besoin, et à créer des modèles novateurs de développement, de créativité et des opportunités pour stimuler les talents aux quatre coins de la planète.

Ce jour sera également l'occasion de persuader et convaincre beaucoup plus de personnes et de gouvernements de s'engager à adopter les technologies de l'information libres, et à offrir un plus grand soutien aux activistes, aux développeurs, aux

associations, aux organisations et aux communautés du Logiciel Libre dans le monde, parce que « un autre logiciel est possible et il se trouve être Libre ».

Il y a plusieurs collectifs qui œuvrent pour le 11-11-11. Nous espérons être nombreux à accompagner cette célébration de forme libre et créative dans les réseaux sociaux, canaux IRC, listes de diffusion, radios et moyens alternatifs et communautaires, blogs et toute forme de communication.

Le 111111, vive la liberté d'être, de créer, connaître et partager... Ne manquez pas le rendez-vous... On vous attend !

Notes

[1] Crédit photo : [Chris McClanahan](#) (Creative Commons By-Sa)

#SpanishRevolution ?
Traduction 1.1 du Manifeste
« Democracia Real Ya »

« Nous ne sommes pas contre le système, c'est le système qui est contre nous ! »



« Si vous nous empêchez de rêver, nous vous empêcherons de dormir ! »

C'est avec de tels slogans que de nombreux espagnols contestent et occupent l'espace public depuis près d'une semaine, en utilisant massivement le réseau pour se coordonner.

Pas de mots d'ordre, pas de revendications précises, pas de leaders, pas d'idéologie (sauf à considérer que le petit livre de Stéphane Hessel [Indignez-vous !](#) puisse servir de référence commune), c'est un mouvement qui déconcerte et qui n'a pas eu encore beaucoup d'écho chez nous, affaire DSK oblige.

Mais qui sait si il ne fera pas tâche d'huile en France et en Europe car, pour le coup, vérité (notamment économique) en deçà des Pyrénées est [la même au delà](#), modulo le fait que tous les pays n'ont pas encore un taux de chômage de sa jeunesse à... 40% !

Pour en savoir plus il y a [l'article Wikipédia](#) à suivre au jour le jour (si possible [en langue originale](#)). Il y a aussi cette excellente traduction d'Owni : [Comprendre la révolution espagnole](#)^[1].

« Quelque chose de grand est en train de se passer ici », nous dit-on dans ce billet. On y apprend également que l'un des éléments déclencheurs du mouvement fut le passage d'une loi présentant de fortes similitudes avec notre [Hadopi](#) et notre [Loppsi](#) (la [Ley Sinde](#)). Une loi qui fit l'objet d'un pacte entre les trois grands partis coalisés ([PSOE](#), [PP](#) et [CiU](#)) et qui, no comment, donna l'impression à une majorité d'internautes qu'elle était un cadeau fait aux groupes de pression au détriment des citoyens.

Certains n'y verront peut-être qu'un *apéro Facebook amélioré*, d'autres au contraire évoquent déjà la contagion du [printemps arabe](#) au sein même de nos démocraties (ou de ce qu'il en reste).

Nous verrons bien... Mais en attendant nous vous proposons ci-dessous la traduction française du manifeste de l'un des fers de lance du mouvement, le collectif [« Democracia Real Ya ! »](#), « une vraie démocratie, maintenant ! ».

Remarque : On peut considérer cette traduction comme la version 1.1 de [celle que l'on peut trouver actuellement sur Internet](#) et qui était, à nos yeux, nettement perfectible, étant entendu que vous pouvez continuer à proposer des améliorations en vue d'une version 1.2 ☐

Manifeste de « Democracia Real Ya ! »

[URL d'origine du document](#)

Nous sommes des personnes simples et ordinaires. Nous sommes comme toi. Des gens qui se lèvent chaque matin pour étudier, pour travailler ou pour chercher du boulot ; des gens qui ont une famille et des amis. Des gens qui travaillent dur tous les jours pour vivre et offrir un meilleur futur à ceux qui les entourent.

Parmi nous, certains se considèrent progressistes, d'autres plutôt conservateurs. Certains sont croyants, d'autres pas.

Certains ont des idéologies affirmées, d'autres sont apolitiques. Mais nous sommes tous préoccupés et indignés par la situation politique, économique et sociale actuelle. Par la corruption des politiciens, des patrons, des banquiers... qui nous laissent impuissants et sans voix.

Cette situation nous fait souffrir au quotidien ; mais si nous nous unissons nous pouvons la modifier. C'est le moment de nous mettre en marche pour bâtir ensemble une société meilleure. Pour ce faire, nous soutenons fermement que :

- Les priorités de toute société développée doivent être l'égalité, le progrès, la solidarité, le libre accès à la culture, le développement durable et le bien-être des personnes.
- Il existe des droits fondamentaux que la société a le devoir de garantir : le droit au logement, au travail, à la culture, à la santé, à l'éducation, à l'engagement politique, à l'épanouissement personnel et le droit à l'accès aux biens nécessaires à une vie saine et heureuse.
- Le fonctionnement actuel de notre système politique et gouvernemental ne répond pas à ces priorités et il devient un obstacle pour le progrès de l'humanité.
- La démocratie, par essence, émane et appartient au peuple, mais, dans ce pays, la majorité de la classe politique ne lui prête pas attention. Le rôle des politiciens devrait être de faire entendre nos voix aux institutions, en facilitant la participation politique des citoyens grâce à des voies de démocratie directe pour le bénéfice de l'ensemble de la société. Et non celle de s'enrichir et prospérer à nos dépens, en se pliant aux exigences des pouvoirs économiques et s'accrochant au pouvoir par la dictature partitocratique du PPSOE^[2].

- La soif de pouvoir et son accumulation entre les mains de quelques-uns créent inégalités, tensions et injustices, ce qui mène à la violence et que nous refusons. Le modèle économique en vigueur, obsolète et antinaturel, coince le système social dans une spirale qui se consomme par elle-même en enrichissant une minorité et en plongeant les autres dans la pauvreté. Jusqu'à l'effondrement.
- L'accumulation d'argent est la finalité du système, sans prendre en considération le bien-être de la société et de ceux qui la composent ; gaspillant nos ressources, détruisant la planète, générant du chômage et des consommateurs frustrés.
- Nous sommes les rouages d'une machine destinée à enrichir une minorité qui ne sait plus reconnaître nos besoins. Nous sommes des citoyens anonymes, mais sans nous rien ne serait possible car nous faisons tourner le monde.
- Nous ne devons plus placer notre confiance en une économie qui ne tourne jamais à notre avantage. Il nous faut éliminer les abus et les carences que nous endurons tous.
- Nous avons besoin d'une révolution éthique. L'argent ne doit plus être au dessus tout, mais simplement à notre service. Nous sommes des êtres humains, pas des marchandises. Je ne suis pas le produit de ce que j'achète, pourquoi je l'achète et à qui je l'achète.

Pour toutes ces raisons, je suis indigné(e).

Je crois que je peux changer les choses.

Je crois que je peux aider.

Je sais que tous ensemble nous le pouvons.

Il ne tient qu'à toi de nous rejoindre.

Notes

[1] Crédit photo : [Fito Senabre](#) (Creative Commons By-Sa)

[2] Contraction des deux partis PP et PSOE, un peu comme si on disait UMPS chez nous.

Vies parallèles : une BD pour semer la liberté chez les enfants

Deux familles voisines entrent dans un magasin d'informatique pour s'acheter un ordinateur. Le choix des uns diffère radicalement de celui des autres. Mais heureusement, ça se termine bien à la fin et la grande soeur de conclure : « Regardez les enfants, utiliser des logiciels libres donne envie aux gens d'aider les autres et de collaborer ! ».



Il existe [une réelle dynamique](#) en Amérique latine autour du logiciel libre.

Ayant compris son intérêt éducatif, plusieurs initiatives ont vu le jour. En Argentine, l'ONG [Gleducar](#), composée d'enseignants, d'étudiants et d'activistes du logiciel libre,

s'est fixée pour mission, depuis sa création en 2002, de favoriser le libre dans le monde de l'éducation.

Pour atteindre cet objectif, l'association développe de nombreux projets :

- le don aux écoles et aux bibliothèques d'ordinateurs recyclés livrés avec des logiciels libres
- la réalisation d'un film documentaire sur l'éducation (finalisation prévue en 2011)
- la promotion de l'utilisation pédagogique de logiciels et de ressources libres
- la formation à l'utilisation du logiciel libre JClic
- la diffusion de la culture libre à travers [une série de publications](#) pour les enfants et les adolescents

Dans le cadre de ce dernier projet, nommé [Sembrando libertad](#) (« Semer la liberté »), la réalisation d'un livre à destination des 5 à 12 ans est en cours de finalisation. Pour illustrer, l'utilité et l'intérêt des logiciels et de la culture libre, une [bande dessinée](#), qui fera partie de cet ouvrage, a été réalisée (avec Inkscape). Comme elle nous paraissait particulièrement intéressante^[1] et qu'elle est sous licence libre^[2] le groupe de travail Framalang l'a traduite.

À mettre entre toutes les mains, notamment celles des plus jeunes !



Notes

[1] Par exemple pour accompagner le [FramaDVD École](#) ou encore le projet de Framakey École

[2] Creative Commons By

Quand les universités espagnoles montrent l'exemple

Prenant des allures de « Courrier International du Libre » (mais sans les [albums de Prince](#)), le Framablog vous propose aujourd'hui la traduction non pas d'un classique billet repéré sur les blogs américains mais d'un bout de revue de presse espagnole.



En effet, promenant ma souris sur le site de la précieuse « [Asociación de Internautas](#) » espagnole, qui regroupe depuis 12 ans la plupart des organisations de protection des

utilisateurs d'Internet en Espagne et constitue le fer de lance en matière de défense de la neutralité du réseau chez eux (on se demande ce que je faisais là...), je suis tombé sur la revue de presse tenue par le groupe d'utilisateurs de Linux de l'association, le [Linux-GUAI](#).

Et là, merveille ! Plein d'actualités espagnoles croustillantes sur GNU/Linux et les logiciels libres. Informant la branche extrémiste hispanophone autonome de [Framalang](#) (la bien nommée FramEspagnol) de ma trouvaille, nous partîmes joyeusement sur le chemin de la traduction.

Le premier sujet ayant retenu notre attention concerne l'éducation. Il s'agit des avancées espagnoles dans un domaine où la France a encore de gros progrès à accomplir ([on y travaille](#) cependant) : l'adoption des logiciels libres par les universités^[1].

Et aujourd'hui, ce n'est pas un, mais deux articles (pour le même prix !) que nous vous avons traduits pour illustrer le sujet. Bonne lecture ☐

L'université espagnole fait le pari de soutenir le logiciel libre

[La Universidad española apuesta por impulsar el software libre](#)

EFE – 1 mars 2010 – ADN.es

(Traduction Framalang : Burbumpa, Thibz, TV, Goofy, Siltaar et Barbidule)

L'Université espagnole a décidé d' « encourager l'utilisation de logiciels libres » afin ne pas dépendre des grandes entreprises d'informatique lors du développement d'applications spécifiques, que ce soit pour la gestion des établissements ou pour favoriser la communication au sein de la communauté universitaire.

C'est l'une des recommandations adoptées lors de la réunion de la Commission Sectorielle des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) de la Conférence des Recteurs des Universités Espagnoles (CRUE) qui s'est tenue à l'école universitaire d'études entrepreneuriales de Bilbao.

L'utilisation de ce type de technologies, selon des sources appartenant à l'Université du Pays Basque (UPV), permettra de plus au professeur et à l'élève ayant une formation dans les nouvelles technologies d'intervenir dans son développement, « ce qui est certainement une excellente façon d'employer les connaissances des universitaires ayant des compétences dans ce domaine ».

Un autre avantage, comme l'a souligné l'UPV, est que le logiciel libre permet l'implantation des langues minoritaires dans les différentes applications dans la mesure où des personnes intéressées et ayant des connaissances informatiques suffisantes voudront bien s'impliquer dans ce développement.

Lors de la réunion d'aujourd'hui, un catalogue des nouvelles applications qui ont déjà été implantées ou qui vont l'être sous peu dans les différentes institutions a été présenté. Cela va des plateformes d'enseignement en-ligne aux blogs et aux réseaux sociaux.

L'objectif, ont insisté les différentes sources, « est de placer les universités en position de référence dans le domaine des nouvelles technologies, ce qui les conduirait à ce qu'on pourrait appeler l'Université 2.0 ».

Plus de 80 personnes en lien avec les nouvelles technologies dans le monde universitaire et représentant les 71 universités publiques et privées de la CRUE ont assisté à la réunion.

Par ailleurs, le gouvernement basque a fait son entrée aujourd'hui au Conseil du CENATIC (Centre National de Référence pour l'Application des TIC basées sur des Sources Ouvertes), une fondation publique nationale dont la mission

est de promouvoir et de diffuser l'usage des logiciels libres et open source.

Avec l'entrée du Pays Basque, ce sont maintenant 8 communautés autonomes qui sont présentes au Conseil de cette entité, en plus du Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce au travers de Red.es ("réseau.espagne", site de sensibilisation, de soutien et d'information sur la question des réseaux), ainsi que 4 grandes entreprises du domaine technologique.

60% des serveurs des universités espagnoles sont basés sur des logiciels libres

[El 60% de los servidores de las universidades españolas se basan en software libre](#)

Fecha – 10 mars 2010 – ComputerWorld / IDG.es

(Traduction Framalang : Burbumpa, TV, Goofy, Quentin, Siltaar et Barbidule)

Selon une étude présentée par le CENATIC (Centre National de Référence d'Application des TIC basées sur l'open-source), la quasi totalité des Universités et des Centres de R&D espagnols utilisent des logiciels libres dans leur fonctionnement quotidien.

Dans la partie « Étude sur la situation actuelle du [logiciel libre](#) dans les universités et centres de recherche espagnols », le rapport souligne que 60% des serveurs des universités espagnoles sont basés sur des logiciels libres. Le chiffre atteint 67% pour le courrier électronique, 87% si l'on considère les outils de gestion, de même que 42% des bases de données, 67% des systèmes antispams, 40% des campus à distance, ou 44% des solutions d'administration électronique.

L'étude révèle également que 83% des universités ont des

groupes de recherche sur ce type de logiciel, qui travaillent sur le transfert de technologies de ses outils vers l'industrie. Dans 57% des universités, il existe aussi des associations d'utilisateurs de soutien aux logiciels libres et 90% d'entre elles ont créé des unités d'enseignement en rapport avec les technologies ouvertes.

Selon Javier Uceda, président de la section TIC de la Conférence des Recteurs d'Universités Espagnoles, « durant la réalisation de ce rapport nous avons découvert que les Universités et les Centres de Recherche et Développement espagnols participent elles aussi à cette réalité technologique qu'est le logiciel libre ; il apporte des bénéfices en termes de coûts, d'adaptabilité et d'indépendance, et est devenu une composante essentielle de la recherche en Espagne ». De son côté, Miguel Jaque, Directeur du CENATIC, a affirmé que « le logiciel libre occupe une place importante dans le quotidien des enseignants et des chercheurs dans le cadre universitaire espagnol. Parier sur le logiciel libre, c'est parier sur le futur des technologies dans le domaine de l'éducation supérieure et la recherche en Espagne ».

Le rapport a été élaboré par le [CENATIC](#) à travers l'Observatoire National du Logiciel de Code Source Libre (ONSFA) en collaboration avec le groupe Libresoft de l'Université Roi Juan Carlos de Madrid et le groupe CRUE-TIC-SL (groupe de travail de la Conférence des Recteurs dédié à l'étude du logiciel libre) de la Commission TIC de la Conférence des Recteurs d'Universités Espagnoles. Il contient les résultats d'une enquête sur l'usage des technologies open source dans l'Université espagnole, comme par exemple l'étude de 25 cas d'implantation, développement et promotion des technologies de code source libre, et une sélection de 20 projets de Recherche et Développement autour du logiciel open source financés par des programmes d'envergure nationale et européenne.

Notes

[1] Crédit photo : [Cenatic](#) (Creative Commons By)

Linux conquista América Latina

Ce blog propose souvent des traductions anglophones. Voici notre première traduction réalisée à partir d'un article en langue espagnole par Bertille (merci pour elle).



Comme pour l'anglais nous cherchons à constituer un petit groupe de traducteurs autour de l'espagnol. Il s'agirait non seulement de traduire mais également d'exercer une petite veille autour du « software libre », histoire de nous tenir au courant, comme ici, de ses avancées et péripéties dans le monde hispanophone^[1].

Si vous souhaitez rejoindre l'équipe, inscrivez-vous directement à partir de [cette page](#).

Linux conquiert l'Amérique Latine

[Linux conquista América Latina](#)

*Miguel Angel Criado – 27 octobre 2008 – Publico.es
(Traduction Framalang : Bertille)*

Les gouvernements sud américains poussent à l'utilisation du logiciel libre face au logiciel propriétaire, à la recherche de l'indépendance technologique, de la sécurité et du développement local.

Le logiciel libre est en train de conquérir l'Amérique Latine. La vague des victoires des partis de gauche se traduit, sur le plan technologique, par la substitution des programmes informatiques propriétaires par des autres à codes ouverts. Contrairement à l'Europe, les gouvernants d'Amérique Latine sont persuadés que la seule manière d'impulser la société de l'information pour en faire un levier pour le développement est d'utiliser Linux.

Du Brésil de Lula jusqu'au Vénézuela de Chávez, une migration de Windows à Linux est en train de se produire dans l'administration, les entreprises publiques ou les écoles. **L'économie d'argent que suppose le non achat de licences pour l'utilisation de programmes propriétaires n'est pas l'unique motif de ce changement.** Les raisons que présentent les différents gouvernements sont l'indépendance technologique face aux multinationales, la sécurité qu'offre le logiciel libre en permettant de voir son code source, et l'intérêt de développer une industrie informatique locale.

Lors de la Conférence Internationale du logiciel libre qui eut lieu à Malaga la semaine dernière^[2], les responsables technologiques de différents gouvernements d'Amérique Latine ont partagé leurs expériences et ont expliqué le fonctionnement de ce mouvement qui, avec ses rythmes et objectifs distincts, semble difficile à arrêter.

Vénézuela :

Le gouvernement le plus belliqueux à l'encontre du logiciel propriétaire est peut-être celui d'Hugo Chávez. Depuis l'adoption du décret 3 390 en décembre 2004, tout matériel informatique acheté par l'administration ou les entreprises

publiques doit porter la mention logiciel libre.

Carlos Figueira, responsable du CNTI^[3] du Ministère du Pouvoir Populaire pour les Télécommunications et l'Informatique du gouvernement du Venezuela, présente la souveraineté et l'indépendance technologique comme des raisons de passer à Linux. De même, il ajoute que « **le logiciel libre** incite à un modèle économique basé sur les services, ce qui favorise **le développement des industries locales** au détriment des grandes entreprises ».

Équateur :

Ce pays, où le président Rafael Correa fait partie du gouvernement depuis moins longtemps, a suivi une partie des étapes initialisées par son voisin vénézuélien. Ainsi, la promulgation du décret présidentiel 1 014 oblige les entités publiques à utiliser le logiciel libre.

Paraguay :

Le gouvernement de l'ex évêque Fernando Lugo (qui est arrivé au pouvoir en août dernier) ne peut pas se permettre le luxe de payer le coût des programmes propriétaires. Nicolas Caballero, directeur des Politiques TIC^[4] du nouveau gouvernement, l'explique : « **Une licence XP coûte 95 euros, le même prix qu'une tonne de soja. Combien de personnes se nourrissent avec une tonne de soja ? Et à qui cet argent profite ? Une société qui est on ne sait où. Cela cesse d'être un problème technologique pour se convertir en problème éthique** ».

Brésil :

Le pays carioca dispose d'une des communautés de hackers^[5] et de développeurs de logiciels libres les plus importantes au monde. C'est pour cela que, lorsque Lula est arrivé au pouvoir, GNU/Linux était déjà utilisé dans l'administration.

Depuis, le changement est devenu stratégique. Au Brésil, comme l'explique Corinto Meffe, le Gérant des Innovations Technologiques du gouvernement du Brésil, « l'essentiel, ce n'est pas la gratuité mais l'indépendance ». **Le Brésil, qui mise sur les programmes libres depuis plus de dix ans**, voit en eux une façon de réduire la dépendance face aux technologies des autres pays.

Uruguay :

En Uruguay, **la neutralité technologique compte ses jours**. L'idée lancée par l'industrie du logiciel selon laquelle les gouvernements doivent être neutres dans le choix d'un système ou d'un autre est rejetée par le Parti Socialiste. Son conseiller, Fernando da Rosa, annonce qu'ils préparent un projet de loi qui exigera que les systèmes soient basés sur des standards ouverts. « Nous voulons que se produise une migration sûre, même si elle ne sera peut-être pas rapide. »

Cuba :

Le gouvernement cubain subit un « blocus informatique », comme l'explique Miriam Valdés, directrice d'analyse du Bureau pour l'Informatisation. Cuba ne peut pas acheter de licences de logiciels. De même qu'ils ne peuvent pas non plus télécharger les programmes libres hébergés sur les sites américains. « C'est pour cela que la migration est stratégique » dit-elle. Dans un pays où les cours d'informatique se donnent depuis la maternelle, 96 % des systèmes publics utilisent déjà le logiciel libre.

Veiller aux droits et aux libertés

Analyse de Caroline Grau, directrice générale de CENATIC^[6].

Ces dix dernières années, de nombreuses technologies ont vu le jour afin de favoriser la bien nommée « société de l'information ». Le logiciel libre et open-source est, sans nul doute, l'une des technologies qui démontre avoir le plus

d'influence pour favoriser ce développement, surtout dans le milieu des administrations publiques, conditionnées par leur profil de gestion d'information et de traitement des données.

Les administrations publiques doivent rester attentives aux changements et innovations qui se produisent dans le secteur du logiciel, et elles doivent encourager leur intégration à la structure de gestion afin d'optimiser le service qu'elles prêtent au citoyen et afin de veiller à leurs droits et libertés.

En ce sens, le logiciel libre et open-source permet aux administrations publiques de tenir leurs engagements de responsabilité face aux citoyens. C'est ce type de logiciel qui s'adapte le mieux à leurs nécessités techniques, tel que l'illustrent de nombreux rapports, comme le plan « Europe 2002 » ou bien le rapport « Logiciel open-source pour le développement de l'Administration Publique Espagnole », publié par le CENATIC.

L'économie significative de coûts, en n'ayant pas à payer chaque copie d'un programme, est un des motifs les plus fréquemment avancés pour utiliser ce type de logiciel. À ceci s'ajoutent d'autres aspects, comme le libre accès au code des programmes et la possibilité de les adapter, de les modifier et d'éliminer progressivement leurs failles, sans dépendre pour cela du support exclusif d'une seule société (ce qui permet en plus de développer le tissu technologique local), qui sont de fortes raisons en faveur de son utilisation dans toute administration publique.

Une autre importante motivation pour son utilisation est le haut niveau de sécurité que ces programmes déploient généralement par rapport aux alternatives propriétaires, en bénéficiant de plus de révisions de code. Le critère de sécurité est, dans de nombreuses occasions, déterminant au moment de se décider pour l'utilisation du logiciel libre ou open-source dans des plateformes qui entreposent et

administrent de l'information sensible.

Notes

[1] Crédit photo : [Vacacion](#) (Creative Commons By)

[2] NdT : Conférence Internationale du logiciel libre : du 20 au 22 octobre 2008 à Malaga, Espagne.
<http://www.opensourceworldconference.com>

[3] NdT : CNTI : Centro Nacional de Tecnologías de Información / Centre National des Technologies de l'Information.
<http://www.cnti.gob.ve>

[4] NdT : Politicas TIC : politiques des Technologies de l'Information et de la Communication.

[5] NdT : le hacker désigne un expert en informatique, et non pas un pirate.

[6] NdT : CENATIC : Centro Nacional de Referencia de Aplicación de las Tecnologías de la Información y la Comunicación / Centre National de Référence d'Application des Technologies de l'Information et de la Communication.
<http://www.cenatic.es>

Et pendant ce temps là à Jalapa...

Séquence évasion avec ces quelques photos d'une récente installation de la toute dernière version de GNU/Linux Ubuntu, la 8.04 du Hardy Heron, dans un village du Nicaragua.

Une (courte) traduction signée Gaelix pour Framalang.

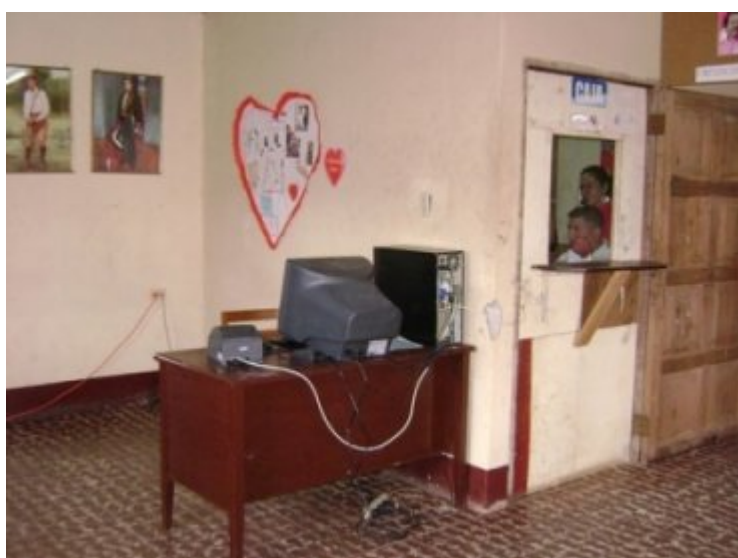


Parier sur l'avenir

[Bet on the future](#)

Blog comuNidad – 19 juin 2008

[Jalapa](#) est une commune du [département de Nueva Segovia](#), Nicaragua, située près de la frontière avec le Honduras.



Jalapa est une région très pauvre et a été une de celles qui ont le plus souffert de la guerre civile dans les années 80.

Aujourd'hui, le gouvernement local fait un pari sur l'avenir en migrant toutes ses stations de travail et ses serveurs vers des logiciels libres et en particulier vers Ubuntu Linux.



C'est une occasion unique de réduire la fracture numérique et d'amener le progrès dans les zones rurales. Un grand merci à [l'équipe locale Ubuntu](#) d'avoir travaillé dur pendant plusieurs mois pour faire de cette initiative une réalité.



Message du président de la République

Voici une récente et vibrante allocution télévisée du [président de la République... équatorienne](#) qui invite tous les pays d'Amérique latine à utiliser le logiciel libre à l'occasion du [FLISOL](#), Festival Latinoamericano de Instalación de Software Libre, qui a eu lieu le 28 avril dernier.

Pour ce qui concerne la France, je crains qu'il ne faille encore un peu patienter !

Traduction

Mes chers amis. Rafael Correa président de la République d'Équateur vous salue. Comme vous le savez, le temps est venu

de l'intégration de l'Amérique latine à tous les niveaux, incluant entre autres la technologie et l'utilisation des technologies de l'information.

Pour cette raison, il est nécessaire que nous tous adoptions le logiciel libre aussi bien au niveau public que privé. De cette manière nous garantirons la souveraineté de nos états, nous dépendrons de nos propres forces et non de forces externes à la région. Nous serons producteurs de technologies et pas seulement des consommateurs. Nous posséderons le code source, et développerons ainsi de nombreux produits qui, par la mise en commun de nos efforts, pourront être d'une grande utilité pour les entreprises publiques et privées de la région.

Aussi, je vous invite tous à utiliser le logiciel libre. Le gouvernement équatorien l'a déjà établi comme politique de gouvernement et d'État. Ceci constituera un pas important dans l'intégration et, pourquoi ne pas le dire, – pour la libération de l'Amérique latine.

La vidéo est classiquement extraite de YouTube mais ce qui l'est moins, et c'est assez malin, c'est qu'elle vient du [canal YouTube de la présidence équatorienne](#) qui peut ainsi l'inclure dans son [annonce officielle sur le site gouvernemental](#) tout en permettant à l'info de se diffuser.

edit : merci à plakat pour la relecture de la traduction